

LES RAISONS SEYNOISES

D'UN « NON » MASSIF

Depuis des années nous disons que tout ce qui est entrepris par le pouvoir gaulliste émanation des monopoles ne peut l'être qu'à leur avantage.

Le projet de régionalisation soumis à référendum le 27 avril va dans le même sens et permettrait s'il était malheureusement approuvé la mainmise implacable des capitalistes sur l'économie des régions.

Il nous a été donné de lire dans le détail le projet de réforme administrative sur la régionalisation proposé au pays.

A la rubrique : « Compétence de la région » nous lisons : « Les régions assureront la réalisation, l'entretien et la gestion d'équipements collectifs directement ou par l'intermédiaire d'un établissement public ! »

Vous avez bien lu : « Directement ». Ce ne sera peut-être pas toujours le cas, mais cela pourra l'être souvent. Plus loin, il est dit que :

« Les compétences s'exercent dans le domaine suivant :

« Equipements sanitaires et sociaux, équipements culturels, sociaux-éducatifs, scolaires, urbains, voies navigables, travaux

hydrauliques, forêt, tourisme, etc., etc... »

Pour l'exercice de ces compétences les régions pourront « procéder à toutes études, acquérir et gérer les biens meubles et immeubles, créer des établissements publics, conclure des conventions, etc... »

Que deviendraient les réalisations de notre municipalité ?

On se demande après la lecture de ce document, quelles attributions resteront aux collectivités locales. Alors on en vient à penser à ce que risque de devenir notre commune de La Seyne dont les réalisations sont spectaculaires.

A La Seyne comme ailleurs, en cas de succès du « Oui », la municipalité n'aurait plus qu'à enregistrer les naissances, les mariages et les décès.

Mais à La Seyne il existe un réseau d'œuvres sociales dont bénéficient des milliers de Seynois et de Seynoises. Nous ne pensons pas que le Conseil régional composé d'une majorité de représentants capitalistes désignés (quelle drôle de participation pour le peuple !) ne

favorise le développement de ces œuvres.

A La Seyne de gros efforts sont faits pour le logement, les constructions scolaires, les installations sportives... pour ne citer que quelques exemples.

La mainmise des grandes sociétés capitalistes

Le but de la réforme gaulliste est de faciliter aux grandes sociétés capitalistes la mainmise sur tous les aspects de la vie régionale et le contrôle de toutes ses richesses.

Quand le programme des constructions scolaires par exemple sera établi pour toute la région, ce ne sera pas nos entrepreneurs locaux qui pourront enlever les marchés. Seules les grandes sociétés équipées pour de grands travaux pourront le faire.

Actuellement la municipalité s'efforce de faire travailler nos artisans locaux : maçons, plombiers, menuisiers, etc... Dans l'avenir qu'advient-il de ces corporations ?

Nous avons beaucoup parlé ces dernières années de la concentration capitaliste dans la construction navale et de ses conséquences dangereuses pour nos ouvriers des C.N.I.M. On sait que les dangers ne sont pas encore écartés.

par Marius AUTRAN
adjoint au maire

Le phénomène de concentration prend d'autres aspects aujourd'hui avec la régionalisation à la sauce gaulliste.

Avec les ouvriers, ce sont les artisans et les commerçants qui risquent de faire les frais de cette politique. La création des supermarchés (la question n'est pas exclue à La Seyne) vise à la disparition du petit commerce.

Tout cela forme un tout et c'est l'ensemble des contribuables qui risquerait de faire les frais de cette fausse régionalisation si par malheur elle était adoptée dimanche prochain.

Des impôts nouveaux

Car on peut ajouter à toutes les raisons de votre « NON », la crainte d'impôts nouveaux. Il est indéniable que la création d'organismes administratifs aussi importants ne pourra se faire sans augmentation de la fiscalité. Les ministres gaullistes qui disent le contraire mentent effrontément.

Il faut donc faire échec aux projets du pouvoir. Nous voulons rappeler aux Seynois et aux Seynoises que l'immense majorité d'entre eux est victime du pouvoir gaulliste.

Nous pourrions nous adresser particulièrement aux ouvriers exploités et menacés de chômage car la menace sur la construction navale est latente.

Nous pourrions examiner le sort qui est fait aux petits payans, victimes des trusts d'importation.

Nous venons de montrer aux artisans et aux commerçants

comment les monopoles travaillant à l'échelle régionale seraient à l'origine de leur disparition.

Instituteurs, professeurs, élèves, parents d'élèves qui sollicitent des crédits pour des locaux, pour des emplois, ne peuvent rien attendre de bon de cette soi-disant réforme régionale.

Des projets municipaux actuels tels que ceux du CES, de l'école des Plaines, ont été arrêtés des années durant à l'échelon préfectoral. La création de la région ne règlera en rien ces problèmes de constructions scolaires car le problème des crédits demeure entier.

Ainsi de graves menaces pèsent sur tous les citoyens seynois et seynoises ! Si le oui l'emportait vous n'auriez même plus la possibilité de faire entendre votre voix.

Dans le Conseil régional, tel qu'il est conçu vous n'aurez peut-être pas un seul représentant.

Quand vos réclamations iront au Préfet, celui-ci vous renverra à la Région et comme le Conseil régional ne se réunit que deux fois par an... vous comprenez la suite ! !

Seynois et Seynoises ! Tous aux urnes dimanche 27 avril pour signifier votre désaccord au pouvoir gaulliste qui veut vous tromper une fois de plus.

En votant NON contre la caricature de réforme régionale, vous défendrez les intérêts de l'immense majorité de la population travailleuse.

En votant NON contre les propositions gaullistes vous direz que vous voulez donner à la France un autre régime, un régime vraiment démocratique, débarrassé du cancer capitaliste.

En votant NON, vous exigerez la relève du pouvoir personnel par une démocratie avancée issue de l'union de toutes les forces de gauche et non par une équipe de 3me force faisant du gaullisme sans de Gaulle.